

BULLETIN DES ARMÉES

DE LA RÉPUBLIQUE

PARAISANT CHAQUE JOUR

Ce BULLETIN est réservé à la zone des armées. Les correspondances doivent être adressées : « Cabinet du ministre de la guerre; bureau de la presse. »

NOUVELLES DES BLESSÉS

Ne pouvant faire mieux, hélas ! j'ai demandé d'être agréé comme infirmier dans les hôpitaux militaires de Chartres, et je viens vous donner des nouvelles de ceux des vôtres que vous avez vus tomber à vos côtés, et qui ont pu être transportés à l'intérieur.

Je vais vous dire la grande et agréable surprise que j'ai éprouvée. Lorsque j'ai sollicité l'honneur d'approcher les blessés, mon imagination me faisait appréhender la vue de spectacles affreux. Je me représentais la salle d'hôpital militaire comme un milieu d'horreur et je croyais qu'un spectacle angoissant m'y attendait.

Autrefois, il en eût peut-être été ainsi. Il en est tout autrement aujourd'hui. Les balles d'autrefois étaient cruelles, la chirurgie d'autrefois était toujours prête aux amputations. Les balles d'aujourd'hui, lorsqu'elles n'atteignent pas des organes essentiels, ne causent que des blessures sans gravité et la médecine de guerre est maintenant, avant tout, conservatrice.

Les deux ou trois cents blessés que j'ai visités ont été atteints soit aux jambes, soit aux bras ou aux épaules. Certains ont été touchés par deux ou trois balles. Quarante-huit heures après leur arrivée, une fois passée la fatigue du voyage, on ne voit, en passant entre les haies des lits, que des visages roses et souriants. La balle des armes modernes, par sa vitesse, par sa chaleur, n'entraîne pas, comme la balle d'autrefois, des parcelles d'étoffe qui infectaient les plaies; elle stérilise d'elle-même la blessure, et presque toujours, au lieu de l'aspect effroyable que je redoutais, on ne voit, à l'entrée et à la sortie, qu'une trace comme celle qui résulterait de la brûlure par un fer de la grosseur d'un crayon. Aussi la guérison vient vite, et hier, j'ai eu la surprise de constater qu'un grand nombre de lits étaient déjà vides et les occupants dans le jardin.

Et dans l'esprit de chacun, il est entendu qu'aussitôt que cela sera possible, on ira retrouver les camarades.

Tout le monde est gai : on écrit aux parents, on joue aux cartes ou aux dames, on se raconte ses campagnes.

— Il y a quarante ans, sur ces deux cents blessés, me disait un médecin, il en serait mort cinquante au moins, une centaine aurait subi des amputations. Aujourd'hui, je n'en vois guère que deux ou trois qui resteront estropiés.

Et savez-vous à quoi on doit cela ?

Evidemment, c'est en grande partie à la petitesse de la balle, à sa rapidité, c'est en grande partie aux progrès de la médecine, mais c'est beaucoup, beaucoup à l'usage du pansement individuel.

Savez-vous quels sont les blessés qui — toutes choses égales d'ailleurs — sont dans le meilleur état ? Ce sont ceux qui ont suivi les instructions données par les médecins, ce sont ceux qui, aussitôt frappés, et s'étant abrités du mieux possible, ont fait eux-mêmes leur pansement, à l'aide du petit paquet qui est en possession de chacun. Aucune des plaies ainsi soignées par le blessé lui-même n'a été infectée. Et cela se comprend, une plaie ne s'infecte que par des agents venus de l'extérieur. Plus tôt vous fermerez la porte d'entrée, et moins il y aura de chance pour que l'ennemi pénètre dans la place, mais il ne faut pas, en procédant mal, en fermant cette porte avec n'importe quoi, en touchant à la blessure, il ne faut pas introduire soi-même le loup dans la bergerie. Les objets contenus dans le paquet de pansement : coton et bandes, sont stérilisés. Il faut s'en servir et non de tout autre.

Je ne veux pas, cette fois au moins, vous raconter par le détail les soins dont nos blessés sont l'objet. Il y en a qui sont cajolés par de belles dames, par de bonnes dames, par de grandes dames quelquefois. Chacune s'emploie à les gâter de son mieux, afin de les remercier de leur vaillance. Un de mes malades, à qui on apportait une pomme rôtie au four, avec du sucre et dans du beurre, me dit :

— Jamais je n'aurais mangé de cela s'il n'y avait pas eu la guerre...

Maintenant, à cause de ce que je vous raconte-là, il ne faut pas tout de même se faire blesser exprès !

Allons, bon courage ! Vous écrivez une belle page d'histoire, soldats de France, et les cœurs de ceux qui sont restés battent de fierté et de reconnaissance aux récits de vos exploits.

BRIEUX,
de l'Académie française.

P. S. — Mais n'oubliez pas, le cas échéant, de vous servir tout de suite du pansement individuel !

SITUATION MILITAIRE

(3 septembre.)

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

I. Armée de Paris. — Aucun contact ne s'est produit depuis hier avec l'ennemi signalé dans la région Compiègne-Senlis. Les précautions étaient d'ailleurs prises pour enrayer tout mouvement offensif de l'ennemi. Les mesures prévues pour assurer la chasse aux avions allemands, et notamment des croisières d'avions français fortement armés, ont empêché les avions allemands de survoler Paris.

II. Armée du Nord-Est. — La situation respective de l'ensemble des forces reste la même qu'hier.

PROCLAMATION

DU GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS

Le général Galliéni, gouverneur militaire de Paris, adresse à l'armée et aux habitants de Paris la proclamation suivante :

Armée de Paris, habitants de Paris, Les membres du Gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner une impulsion nouvelle à la défense nationale.

J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur.

Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout.

Paris, le 3 septembre 1914.

Le gouverneur militaire de Paris,
commandant de l'armée de Paris,
GALLIÉNI.

ACTES ET PAROLES



Ecoutez bien, soldats de France ! Voici des paroles anglaises et des paroles allemandes qui doivent sonner à vos oreilles aussi joyeusement que les plus belles rafales de nos joyeux 75.

Ce sont toutes des paroles officielles, dont le moindre mot est authentique. Elles ont été communiquées au

Parlement anglais par les ministres anglais, dans un de ces documents officiels que l'on appelle *Livres bleus* et *Livres blancs*.

Les unes sont de M. de Bethmann-Holl-

weg, le chancelier de l'empire allemand, la première personne de l'Allemagne après l'empereur; d'autres sont de M. de Jagow, ministre des affaires étrangères à Berlin; les autres enfin sont de sir Edward Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Le 3 août, l'Europe attendait encore la décision de l'Angleterre. Nous pouvions espérer qu'elle mettrait de notre côté toutes ses forces navales et militaires, nous avions signé avec elle en 1912 une convention qui prévoyait et organisait d'avance la collaboration des deux armées et des deux flottes, s'il survenait des circonstances où Londres et Paris décidaient d'agir ensemble. Mais cette convention n'obligeait en rien ni l'un ni l'autre des contractants. L'Angleterre restait entièrement libre de prendre telle décision qui lui plairait.

L'Allemagne comptait, croyait, était convaincue que l'Angleterre resterait neutre, que ni les armées ni les flottes anglaises ne viendraient à notre aide. L'Angleterre protestante, l'Angleterre anglo-saxonne, l'Angleterre bonne commerçante, puritaine et pacifiste, ne pouvait pas — disaient les gens de Berlin — s'allier à ces papistes, latins et mécréants de Français contre la vertueuse et puissante Allemagne, sa coreligionnaire et sa cousine de race. Guillaume II et son chancelier, et son ministre des affaires étrangères ne s'étaient lancés dans l'aventure du 1^{er} août qu'avec la certitude de la neutralité anglaise.

Or, le 3 août, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Edward Goschen, venait déclarer au ministre allemand, M. de Jagow, que l'Angleterre ne resterait pas neutre si la Belgique était violée : « La violation de la Belgique est un fait accompli depuis ce matin, répondit M. de Jagow. Cette violation était nécessaire parce qu'il fallait pénétrer en France par le chemin le plus facile et le plus rapide, de façon à avoir une grande avance sur les opérations françaises et de frapper tout de suite le coup décisif. C'était pour l'Allemagne une question de vie ou de mort : il fallait en finir avec la France avant que les Russes aient pu amener des troupes sur la frontière allemande; la rapidité est le grand atout de l'Allemagne; celui de la Russie est d'être un réservoir inépuisable de soldats. »

L'ambassadeur anglais exigea que l'on rappelât de suite les troupes jetées sur Liège. Refus du ministre allemand. Visite de l'ambassadeur anglais au chancelier de l'empire, M. de Bethmann-Hollweg, pour déposer un ultimatum au cas où l'on continuerait de violer la neutralité belge, que l'Angleterre avait garantie, aussi bien que la France et l'Allemagne, par un traité solennel. Etonnement, stupéfaction, colère, puis effarement du chancelier.

« Comment ! dit M. de Bethmann-Hollweg, comment ! pour le seul mot de neutralité, pour ce mot qui, en temps de guerre, fut si souvent méprisé, comment ! pour un traité, pour un simple morceau de papier, l'Angleterre va faire la guerre à une nation apparentée dont le seul désir est d'être une amie ! Tous mes efforts dans ce sens se trouvent anéantis par cette terrible décision : toute ma politique s'écroule comme un château de cartes; l'acte de l'Angleterre est inconcevable; c'est comme si on frappait dans le dos un homme qui défend sa vie contre deux assaillants. »

L'ambassadeur anglais répliqua que si, pour des raisons stratégiques, la violation de la neutralité belge était une question de vie ou de mort pour l'Allemagne, c'était aussi pour l'honneur de l'Angleterre une question de vie ou de mort de respecter un engagement solennel et de faire tout au monde pour défendre et rétablir la neutralité belge.

Le soir même, sir Edward Goschen quit-

tait Berlin et l'Angleterre jetait dans la balance sa flotte, son armée, son alliance anglo-japonaise, les ressources de tout son empire, qui comprend 350 millions d'habitants et, chaque jour depuis, le Gouvernement et le Parlement anglais ont répété qu'ils iraient jusqu'au bout, qu'ils mettraient à aider la France et la Belgique toutes leurs ressources, toutes leurs forces, toutes celles de leurs Indes, de leurs Canada, Australie et Afrique du Sud et de l'Est, toutes celles de leurs alliés japonais.

Les Anglais sont des gentlemen. Parole anglaise et signature anglaise n'ont pas de supérieures au monde. Sachez bien, bons soldats de France, que quoiqu'il vous arrive, quoiqu'il nous arrive à tous, il est dans l'univers entier 350 millions d'Anglais et sujets anglais qui tiennent notre cause pour la cause de l'Angleterre, de l'honneur et de la civilisation... Et vous savez avec quelle bravoure splendide les soldats du général French ont déjà contresigné les paroles de leur gouvernement. Nous pouvons connaître des jours angoissants : regardons le résultat final ! Ce que nous faisons, ce que les Anglais font avec nous, c'est la guerre des honnêtes gens.

VICTOR BÉRARD.

NOUVELLES MILITAIRES

COMMUNIQUÉ

de l'état-major du généralissime russe.

Après un combat de sept jours, l'armée russe, s'emparant des positions de Lemberg, très fortifiées et avancées à 15 ou 20 verstes à l'est de la ville, s'approcha des forts principaux.

Une bataille extrêmement tenace eut lieu, à la suite de laquelle, le 1^{er} septembre, les Autrichiens furent jetés dans une déroute désordonnée, abandonnant des pièces d'artillerie grosse et légère, des parcs d'artillerie entières, des cuisines de campagne.

Nos avant-gardes et notre cavalerie poursuivirent l'ennemi, qui subit d'énormes pertes, en tués, blessés et prisonniers.

L'armée autrichienne, opérant dans la région de Lemberg, était composée des III^e, XI^e et XII^e corps, et de parties des VII^e et XIV^e corps. Cette armée paraît être complètement défaite.

Pendant la poursuite que leur donnaient les troupes russes, les Autrichiens, qui battaient en retraite de la Chilipapa, furent obligés d'abandonner encore 31 canons.

Nos troupes opérèrent leur mouvement par des routes encombrées de parcs d'artillerie, de convois surchargés de provisions de toutes sortes.

Le total des canons que les Russes ont pris dans la région de Lemberg s'élève à 150.

LE NOUVEAU PAPE

Le nouveau pape est élu. C'est le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne. Il a pris le nom de Benoît XV.

L'élection du cardinal della Chiesa aura un retentissement considérable. L'archevêque de Bologne est un des derniers prélats élevés par Pie X à la dignité cardinalice lors du dernier consistoire; on avait remarqué avec satisfaction à cette époque qu'il avait été le confident intime de feu le cardinal Rampolla.

Né en 1854 près de Gênes, Mgr della Chiesa fit toutes ses études à Rome. Lié de bonne heure par une étroite amitié avec le cardinal Rampolla, il l'accompagna, en qua-

lité de secrétaire, à la nonciature de Madrid, revint avec lui à Rome, en 1887, et fut employé à la secrétairerie d'Etat du pape Léon XIII. En 1900, il devint substitut, c'est-à-dire premier chef de service après le cardinal secrétaire d'Etat. Cette situation le mit en position difficile, après l'élection de Pie X, auprès de Mgr Merry del Val, nouveau secrétaire d'Etat, qui pouvait voir en son substitut le confident et l'homme du cardinal Rampolla.

C'est alors que Mgr della Chiesa fut nommé archevêque de Bologne. Ainsi, on l'éloignait de Rome. On assure que les fidèles de Bologne, habitués à avoir un cardinal pour archevêque, obtinrent de Pie X son élévation au cardinalat. « Vous l'avez jugé digne d'être notre archevêque, auraient-ils dit, il ne doit pas être indigne du cardinalat. » Malgré l'opposition de Mgr Merry del Val, Pie X aurait cédé.

On conçoit que, dans ces conditions, l'élection de Mgr della Chiesa soit significative. Elle sera accueillie en France avec infiniment de faveur et on se plaît à voir, sous le nom de Benoît XV, sur le trône pontifical, le confident du grand ami de notre pays que fut le cardinal Rampolla.

PAROLES FRANÇAISES

Tout s'émeut, tout s'ébranle, tout brûle de combattre.

Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, messieurs, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée.

DANTON.

(Discours du 2 septembre 1793.)

LE TABLEAU D'HONNEUR

Citations à l'ordre du jour.

L'adjudant Didier, pilote aviateur, et le sergent réserviste Martini, observateur, viennent d'être cités à l'ordre du jour de l'armée.

Au cours d'une reconnaissance en pays ennemi, une panne les obligea à l'atterrissage. Après avoir, avec beaucoup de sang-froid, sauvé tous les documents et mis le feu à leur appareil, ils réussirent à s'enfuir par une marche forcée de plus de 100 kilomètres en trente heures.

Ils rapportaient avec eux d'importants renseignements sur les positions de l'ennemi, qu'ils touchaient presque du doigt.

LE CRI DES COSAQUES

Outre l'artillerie française, qui, comme le disait un prisonnier blessé « ne vaut rien, pour nous autres Allemands », il est une autre chose « ne vaut rien » pour nos ennemis, c'est le « cri des Cosaques ». Tant qu'on ne fait que tirer, a confessé un prisonnier autrichien à ceux qui l'interrogeaient, on n'a pas peur, mais quand on voit les lances pointues et qu'on entend le cri d'attaque des Cosaques, il est difficile de se posséder : le cœur cesse de battre.

« Ah ! ce cri de guerre des Cosaques, écrit un journaliste russe, ce qu'il terrifie et fou, il est aussi frais et redoutable qu'au temps des Zaporogues. Qu'importe que sur le champ de bataille planent les avions, que les magasins de cartouche soient à la poudre sans fumée, les Cosaques poussent le même cri en se lançant à l'attaque que poussait l'ataman Koukoubenko, il y a quelque deux cents ans, à côté de Tarass Boubba. »

NOUVELLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER



Arithmétique rassurante. — Ah ! les braves petits soldats que les Belges ! Ils sont une quinzaine que conduit un sous-officier. Ils racontent leur odyssée :

— Nous étions au combat de Namur, dans une tranchée. Les obus allemands pleuvaient autour de nous. Comme nous n'avions rien à faire, nous les avons comptés. En cinq heures, il en est tombé trois cent soixante-seize et personne n'a été blessé.

La saisie. — En France, la bonne humeur ne perd jamais ses droits.

Avant de quitter Saint-Servan pour se rendre à la frontière, M. Lavigne, huissier, a collé l'avis suivant sur la porte de son étude, rue Amiral-Magon :

FERME

LAVIGNE, huissier,

parti en Allemagne pour saisir Guillaume II. Avis. — Cette saisie ne devant pas être taxée, l'huissier en partageant le bénéfice avec ses clients à son retour.

Jugés par eux-mêmes. — L'écrivain allemand Hauptmann proteste contre l'accusation de barbarie portée contre ses compatriotes. Ces massacreurs de femmes et d'enfants, ces destructeurs d'églises et de bibliothèques seraient tous, à l'en croire, des humanistes :

« On ne trouverait pas un seul illettré parmi nos soldats, assure-t-il, chacun d'eux a dans sa giberne Homère ou la Bible, ou Faust, ou Schopenhauer ! »

Si les soldats allemands ont Schopenhauer dans leur sac, qu'ils relisent cette pensée :

« Je dois dire pour l'histoire que j'ai toujours méprisé les Allemands et que je rougis d'appartenir à leur race. »

Elle se trouve dans les *Memorabilien*...

Les forains de Paris. — C'est là-bas, à l'est de Paris, derrière les fortifications, dans les terrains vagues ou enclos d'une palissade, entre Aubervilliers et Saint-Denis, et aussi à Saint-Ouen, que nos forains se sont réfugiés. Les roulottes sont symétriquement rangées; un espace reste libre entre chacune d'entre elles, et là, vont et viennent les hommes non mobilisables, en nombre infini du reste, les femmes et une pléiade d'enfants de tout âge.

Mauvaise conscience. — Dans une lettre trouvée sur un soldat allemand on a lu : « Je vous supplie, madame X..., aidez-moi à sortir de ce malheur. Je suis un honnête homme; mon crime, c'est d'être Allemand, que ma patrie soit maudite ! »

Et dans une autre : « Dieu protège la France. Les Allemands seront battus, parce qu'ils font une guerre injuste, ne respectant ni le droit des gens ni aucune règle d'humanité et Dieu ne protégera pas ces barbares. »

Indésirables. — Dans la première semaine qui a suivi la déclaration de la guerre, plus de 3000 demandes de naturalisation russe ont été faites à Pétersbourg par les Allemands et les Autrichiens qui y étaient installés comme gens d'affaires.

La majorité de ces gens-là, bien entendu, a été avancée dans l'intérieur de la Russie, où la surveillance de la police s'exerce sur eux. Des per-

quisitions ont été faites chez les Allemands et les Autrichiens qui se cachaient chez des particuliers. Ceux qui ont été arrêtés ont été également évacués.

Les Etats-Unis et les atrocités allemandes. — On annonce que le ministre des Etats-Unis en Hollande a envoyé à son gouvernement un long rapport télégraphique, ayant pour sujet les atrocités allemandes en Belgique.

Un consul d'Allemagne arrêté en Tripolitaine. — D'après les informations de presse, de source italienne, les autorités italiennes de Tripoli auraient fait arrêter M. de Bitzow, consul d'Allemagne dans cette ville. M. de Bitzow serait accusé d'avoir favorisé les excitations anti-italiennes parmi les indigènes tripolitains. Il aurait été transféré en Italie.

Une nouvelle comète. — A l'observatoire de Plevnar (Bulgarie) on a observé, l'avant-dernière nuit, une nouvelle comète actuellement placée entre la Grande-Ourse et les Jumeaux.

La mobilisation à Jérusalem. — Dès que l'ordre général de mobilisation est parvenu à Jérusalem, les Français soumis au service militaire, qu'ils fussent laïques ou religieux, ont tous répondu à l'appel et voulu profiter du premier navire qui partait de Jaffa pour la France.

Départ d'officiers japonais. — Les officiers japonais, qui surveillaient des constructions navales aux chantiers du Petit-Creusot, ont quitté, hier, Chalons-sur-Saône pour obéir à l'ordre de mobilisation du Japon.

En partant, ils ont remis un don à l'hôpital de la Croix-Rouge.

Une famille à l'armée. — On nous signale de Plouguen, dans le Finistère, une famille dont le chef, modeste cultivateur, a quatre fils et cinq neveux sous les drapeaux. Ce n'est pas fini : quelques-uns, encore, dans sa famille — enfants, gendres ou neveux — attendent, nous écrit-on, leur tour de départ.

Et l'on pourrait sans doute citer pas mal d'exemples aussi touchants que celui-là.

REPRÉSAILLES

Le monde civilisé se dresse indigné contre la barbarie allemande. De tous les points du globe arrivent des protestations véhémentes contre les plus atroces de leurs actes de sauvagerie, en particulier contre la destruction de Louvain.

Les puissances neutres sont unanimes sur ce point. Les protestations émanent de partout : d'Italie, de Suisse, de Suède, de Hollande, d'Espagne, des Etats-Unis, etc.

Le *Daily Chronicle* fait l'observation suivante :

Nous ne sommes pas d'avis que les alliés, s'ils sont victorieux, doivent exercer des représailles. La destruction de Louvain n'en existerait pas moins si nous brûlions Nuremberg de fond en comble. Mais nous proposons sérieusement que les conditions dictées à l'Allemagne comprennent la remise à la nation belge de trésors artistiques des galeries de Berlin, de Munich et de Dresde, et que des assurances formelles à ce sujet soient données aussitôt que possible au gouvernement belge par les gouvernements de la Triple Entente. Qui connaît le profond attachement de tous les Belges à leur grand héritage artistique ne doutera pas qu'une pareille assurance ne soit de bonne politique ainsi qu'un acte de justice.

CHOSSES VUES

DEVANT L'ARC-de-TRIOMPHE

Je suis allé le revoir hier, au soleil couchant. Le revoir, le saluer, lui dire : « Nous voici ! O porche sublime de nos vieilles victoires, élargis-toi encore pour laisser passer l'immense victoire qui vient, la victoire définitive, sublime et pure, qui a pris les ailes de la Liberté ! »

Plus loin, plus haut, par delà les murailles de Paris, il est un autre monument, que tu regardes, que tu as toujours regardé depuis quarante-quatre ans. Il est très pauvre et fier, douloureux et tragique : C'est celui que Paris, au sommet de Courbevoie, éleva jadis à la mémoire illustre de sa courageuse défense. Nous ne le détruirons pas, nous ne le détruirons jamais. Il est sacré. Mais nous jetterons au-dessus de lui, un autre arc de triomphe, plus vaste encore que toi, digne de toi, ouvert sur la Gloire et sur la Paix.

Je puis bien le dire maintenant ! Jamais, depuis que j'ai l'âge d'homme, jamais depuis trente ans je n'ai désespéré. Je voyais toujours saigner la blessure au flanc de la France et j'en étais heureux. Je me disais : « Il n'y a que les blessures qui saignent encore qui sont guérissables. La nôtre est fraîche, la nôtre est saine. Ce n'est pas la gangrène. Tant mieux. » Cependant, nous faisons tous nos efforts pour cicatriser et guérir ; alors l'ennemi, le vil ennemi, insolent et imbecile, venait en ricanant appuyer son poing lourd sur la plaie comme pour dire : « Souvenez-vous ! » On s'est souvenu, et on était prêt !

On était prêt dans les courages, on était prêt dans les armes, dans la méditation des plans, dans l'énergie silencieuse des chefs. On était si bien prêt qu'on avait préparé l'Europe et le monde entier à être prêts avec nous. On avait montré, on avait prouvé que nous ne souhaitons que la paix et l'équilibre pour tout l'univers, et que l'adversaire ne rêvait qu'étendre son insupportable tyrannie sur tout l'univers. Alors l'Europe et l'univers, d'un seul bond, se sont jetés à nos côtés pour combattre le même combat. Nous vaincrons. C'est écrit au livre du Destin.

Nous vaincrons. Presque le même jour, presque à la même heure, vers le Nord aux bouches du Rhin, vers le Sud aux plaines frémissantes d'Alsace, nos cavaliers pousseront leurs chevaux ; ils leur feront boire l'eau du fleuve reconquis ; et nos fantassins, la victoire sur le front, des fleurs aux pointes de leurs baïonnettes, entreront dans les villes suppliciées depuis un demi-siècle, dans Metz, dans Strasbourg, dans Colmar, dans Mulhouse, que dominent déjà nos canons, dans les moindres villages, dans les prés et dans les vignes, et ils crieront : « Nous avions fait le sacrifice de nos vies, mais ce ne fut pas en vain : nous voilà Alsace, Lorraine, vous êtes libres et vous êtes Françaises. Vos bourreaux avaient un chant dont ils vous étourdissaient les oreilles : « Nous veillons sur le Rhin. » Nous en apprendrons la musique et sur cette musique nous mettrons des paroles françaises ; car de ce Rhin, nous aussi, nous garderons une rive ; et nous vous chanterons votre air.

Nous ne ferons pas plus. Si loin que nous pousse le succès de nos armes, nous ne saurons pas oublier les erreurs de l'adversaire, elles nous auront servi. Nous ferons, avec le concours de toutes les bonnes volontés, une Europe unie, harmonieuse, où les nationalités seront libres et qui ne vivra plus dans le cauchemar de la guerre ; et nous serons fiers encore d'avoir versé notre sang pour cette œuvre de justice éternelle.

Mais quel jour ce sera que celui où nous viendrons l'annoncer ces choses, ô porche de Victoire qu'ont élevé nos aïeux ! Je le vois, ce jour qui s'approche. Tout Paris, toute la

France, vos mères, vos femmes, vos sœurs et vos filles, ô soldats, héroïques soldats, vous acclameront le long des avenues, sous les drapeaux et sous les fleurs. Viendront d'abord vos blessés, vos glorieux blessés. Puis une colonne de ces Belges intrépides, dont le courage magnifique a préparé la victoire, l'a pressée, précipitée, appelée d'une voix sublime. Puis des bataillons russes, dont les armes triomphantes auront terminé et couronné le succès, l'ayant rendu assuré dès la première heure et menant avec eux la Pologne ressuscitée par eux — et par nous ! Puis les habits rouges de l'Angleterre, amie fidèle, qui, malgré toutes les fourberies, toutes les supplications, est venue, dès le premier jour, se ranger du côté du Droit et de la Liberté et a donné à cette cause sainte tout le sang de son armée et de ses matelots. Vous aussi, soldats, vous aussi, vous tous ! Et derrière vous, non pas des prisonniers, non pas des vaincus — nous sommes chevaleresques, nous ne traînerons pas dans ce cortège ceux que nous aurons abattus — mais leurs canons, leurs fusils, les aigles arrachées de leurs mains défaillantes.

Voilà ce que sera ce jour, soldats. Voilà ce qu'il sera pour nous tous, Français. Durant un demi-siècle, patients, mais non pas résignés, nous avions courbé la tête. Nous la relèverons, non pas avec l'orgueil des soudards pitoyables qui ont déchaîné l'orage, mais comme des citoyens libres, qui de leur sang, ont signé le traité de la paix perpétuelle.

PIERRE MILLE.

POUR LES FAMILLES DES SOLDATS

Les allocations et les secours. — Le préfet de la Seine fait savoir que l'absence momentanée du Gouvernement n'entravera l'exécution d'aucun service.

Les allocations aux familles des mobilisés continueront d'être régulièrement distribuées à Paris et à tous les ayants droit dans le lieu de leur nouvelle résidence.

Les secours de toute nature, les soins aux malades restent assurés.

Les loyers. — Le *Journal officiel* a publié un décret relatif à la prorogation en matière de loyers.

Indépendamment du délai de plein droit concédé par le décret du 14 août 1914 pour le paiement des loyers dont le montant ne dépasse pas les chiffres fixés par ledit décret, il est accordé une prorogation de quatre-vingt-dix jours francs pour le paiement de tous autres loyers.

La prorogation s'applique aux départements suivants :

Aisne, Ardennes, Aube, Doubs, Eure, Haute-Marne, Haute-Saône, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Somme, Vosges, Territoire de Belfort.

Pour bénéficier du délai accordé, le locataire doit faire à la justice de paix la déclaration qu'il est hors d'état de payer tout ou partie de ses loyers.

Les crédits. — Par un décret paru au *Journal officiel*, un crédit de 5 millions de francs est ouvert pour le ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Le commerce et l'industrie. — Toutes les chambres de commerce françaises ont reçu de la chambre de commerce américaine de Paris une lettre où il leur est indiqué que, par suite de la cessation des communications maritimes entre l'Allemagne et les Etats-Unis, le commerce et l'industrie français peuvent trouver des débouchés très importants dans l'Amérique du Nord.

La bourse libre du travail. — La bourse libre a procuré du travail à plus de mille travailleurs. Tous les travailleurs des travaux publics, à quelque opinion qu'ils appartiennent, peuvent se faire inscrire à sa permanence.

LE GLAIVE DE LA FRANCE

Que ce fier glaive de la France
Soit le glaive du genre humain,
Qu'il abolisse la souffrance,
Epée aujourd'hui, soc demain !

Qu'il soit pour tous la délivrance,
Qu'il perce le nuage obscur,
Et qu'il nous rende l'espérance
Ici-bas, et là-haut l'azur !

Que ce glaive crée et foudroie,
Qu'il sème à coups d'éclairs le jour,
Et qu'il en sorte de la joie
Et qu'il en sorte de l'amour !

Sur toute la terre ravie,
Qu'il allume avec sa clarté
Un sublime orage de vie,
De victoire et de liberté !

VICTOR HUGO.

(Toute la Lyre.)

SIGNÉ : "MAX"

Elle n'est pas encore payée la rançon de deux cents millions de francs à quoi la rapacité teutonne avait taxé la ville de Bruxelles. Voici quatre jours cependant qu'est passé le délai fixé par l'autorité allemande pour le paiement. Mais quelle que soit l'avidité des vainqueurs, elle ne peut faire l'impossible. Les caisses municipales de Bruxelles sont vides et le bourgmestre de la ville, M. Max, l'a déclaré avec le plus simple courage au général allemand von Arnim.

M. Max, en effet, recevait, le 30 août, l'ordre de verser le soir même la contribution de guerre. Il répondit que c'était impossible, tout l'argent de la ville ayant été transporté à Anvers.

Le général von Arnim, lorsqu'il apprit cela, eut une grande crise de fureur et menaça de prendre des mesures extrêmes si la somme n'était pas versée. Le maire a répliqué qu'il attendait les événements.

L'attitude du bourgmestre est d'un beau courage. Mais M. Max est coutumier de ces gestes simples où apparaît l'inébranlable résolution de ne point céder, quoi qu'il arrive, à l'intimidation. C'est ainsi qu'une dépêche d'Ostende nous rapporte cette autre anecdote.

Le général allemand von Kolow, gouverneur militaire de la ville de Liège, avait fait apposer sur les murs de la ville l'affiche suivante :

AUX HABITANTS DE LA VILLE DE LIÈGE

Le bourgmestre de Bruxelles a fait savoir au commandant allemand que le Gouvernement français avait déclaré au gouvernement belge son impuissance à l'assister dans l'offensive en aucune manière, attendu qu'il se voit forcé lui-même de s'en tenir à la défensive.

Le 31 août dernier, M. Max eut connaissance de l'abus ainsi fait de son nom. Aussitôt, il fit afficher à Bruxelles le factum du général von Kolow, avec au-dessous cette simple phrase, imprimée en gros caractères :

« J'apporte à cette affirmation le démenti le plus formel. »

« Signé : MAX. »

REVUE DE LA PRESSE

L'Humanité. — Jamais, peut-être, les Français n'ont été si unis par une pensée commune de défense nationale et jamais, sûrement, il n'y a eu un tel désir de vaincre dans le peuple.

Les armées sont intactes, nos troupes sont aguerries et la confiance règne complètement dans leurs rangs.

Le Gaulois. — Un seul cœur, une seule âme ! Que chacun reste à son poste ! Le Gouvernement a un devoir, qui est de symboliser la résistance, face à l'ennemi. Il peut compter sur nous pour lui prêter, sans arrière-pensée d'aucune sorte, le concours de notre dévouement désintéressé et uniquement patriotique.

De toutes nos forces, de toute l'ardeur de notre espérance, nous sommes résolus à nous serrer autour de ceux qui, sans défaillance et jusqu'au bout, incarneront la France en armes et décidée à vaincre.

La Lanterne. — Alors même que nous devrions connaître les pires calamités, alors même que nous devrions être dans quelques mois d'ici, en plus mauvaise posture qu'en janvier 1871, quel est donc le Français qui oserait parler d'une négociation quelconque avec l'Allemagne ? La résistance acharnée, la guerre à outrance, l'effort surhumain, ce n'est pas seulement notre honneur qui nous les dicte, c'est aussi notre intérêt suprême.

L'Homme libre. — En fait, la poussée profonde de l'invasion russe s'exerce d'une telle vigueur que rien jusqu'ici n'a pu la ralentir. Et comme, à valeur égale, les Russes finiront par avoir une formidable supériorité de nombre, Guillaume II sera dans l'obligation de choisir entre le désastre de l'Ouest et le désastre de l'Est — d'où, quel que soit son choix, le désastre total doit inévitablement sortir.

L'Echo de Paris. — Dans la machinerie d'un cuirassé, à tous les postes intérieurs, le marin exécute l'ordre qu'il reçoit, et dont il ne comprend pas la portée. Il demeure de longues heures enfermé, isolé, dans une demi-obscurité. Il fait sa tâche. Imitons-le. La France navigue de concert avec l'Angleterre et la Russie. Chacun de nous ne peut pas être mis au courant des nécessités de la manœuvre.

Le Temps. — En guerre, pour porter un coup décisif, il faut le porter à coup sûr, et notre haut commandement se tient fort sagement à ce principe primordial, qui nous vaut d'avoir aujourd'hui une armée intacte, considérable, animée du meilleur esprit et redoutable par sa cohésion, alors qu'en 1870, à cette même date du 2 septembre, la moitié de nos forces vives était prise dans l'entonnoir de Sedan et que les débris échappés de nos corps vaincus étaient rejetés en désordre sur Reims et sur Paris. Quelle différence entre les deux situations !

Le Matin. — Après les batailles de la Trébie et de Trasimène, le nom d'Annibal valait une victoire. Fabius n'espérait point écraser son adversaire. Il décida qu'il l'userait. Il inaugura cette méthode de campagne où l'on suit le vainqueur comme son ombre, où on l'irrite par une perpétuelle présence, où on le décourage par une suite de figures de guerre qui vraiment ressemblent au vieux quadrille classique et qui déconcertent l'observateur incapable de dire à un moment donné de quel côté l'avantage définitivement se dessine.

La Petite Gironde. — Rédiger de longs mémoires avec pièces justificatives sur les faits contraires au droit des gens, sur les faits criminels que n'autorise nullement la guerre, pour les soumettre plus tard au tribunal de la Haye. C'est bien. Il est nécessaire que tous ces actes, marqués au coin de la plus sauvage barbarie, et qui feront frémir d'effroi les générations à venir, soient consignés dans un livre dont le titre pourrait être : « Le livre rouge de l'Allemagne. »

Le Gérant : G. CALMÈS.

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris 7^e.